



UBUGABO BURIHABWA

Déclaration du parti FNL sur la tenue des élections de 2015 au Burundi

Le parti FNL constate depuis un certain temps que, le Burundi, notre pays est déjà plongé dans une profonde crise institutionnelle. Face au chaos, à l'anarchie, à l'amateurisme et à la paralysie complète de toutes les institutions mises en place en 2010 dont les mandats respectifs touchent progressivement à leurs fins, le parti FNL tient à donner un éclairage sur sa position en vue d'enclencher une sortie de crise et avancer vers un scrutin inclusif, libre, apaisé et transparent.

Le parti FNL :

1. a pris acte de la résolution ayant sanctionné le sommet des Chefs d'Etat des pays membres de l'East African Community (**EAC**), tenu, le dimanche 31/5/2015 à Dar es Salaam et consacré exclusivement à la crise Burundaise, malheureusement boycotté pour des raisons non connues par le premier concerné, Pierre NKURUNZIZA. Le parti salue, à cette occasion, la recommandation de report des élections qui vient à point nommé et répondant aux inquiétudes exprimées par tous les autres partenaires tant nationaux qu'internationaux du Burundi.
2. propose un dialogue franc et sincère pour mettre en place une CENI fiable, capable d'organiser des élections inclusives, libres, transparentes et crédibles. La CENI dirigée par Pierre Claver Ndayicariye, dans son état actuel, a perdu toute légalité et légitimité. Elle est incomplète depuis la démission de deux des ses membres et viole ainsi la constitution burundaise. Elle ne respecte ni l'équilibre ethnique, du genre tel que prévu par la loi. La question relative au troisième mandat n'est pas négociable et prôner un régime de transition violerait la constitution burundaise. En ce qui est de Nkurunziza, le président sortant, devrait constater sa perte de légitimité et démissionner sans délai, afin de permettre la mise en place d'un mécanisme intérimaire afin de préparer les élections dans deux mois qui restent tel que le prévoit la constitution de la République du Burundi dans le strict respect des dispositions constitutionnelles.
3. demande avec insistance le déploiement préalable d'une **Force internationale de Sécurisation** des élections, étant donné que les corps de défense et de sécurité Burundais ne rassurent plus. Les miliciens IMBONERAKURE ont été formés militairement à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Par conséquent, ils se substituent à l'armée, à la police et même à la justice. Ils portent des uniformes militaires et policières. Ils sévissent à travers tout le pays où ils braquent, tuent et violent au su de

tout le monde. Ils vont jusqu'à jouir même du privilège de figurer parmi les troupes envoyées en missions internationales de maintien de paix à l'extérieur du pays. Les exemples frappants sont ceux du prénommé Juvent Nduwimana, un des assassins des trois sœurs italiennes, qui s'est retrouvé en Somalie comme militaire alors qu'il était démobilisé et milicien de premier rang, ainsi que de monsieur Musavyi Sixbert, ancien chef de renseignement dans Bujumbura, dit Bujumbura rural puis chassé de l'armée, il y a quelques temps. Ce dernier se trouve toujours en Somalie au sein de l'AMISOM. C'est là toute la spécificité de la milice présidentielle burundaise par rapport aux groupes analogues ayant sévi ailleurs en Afrique par le passé : elle commande l'armée, la police, la justice, l'administration, car elle répond directement aux ordres du président de la République qui se réclame aussi Imbonerakure ou aux généraux inféodés au système.

4. constate amèrement que M. Nkurunziza a sciemment détruit l'armée, la police, la justice pour son propre avantage :
 - a. à maintes occasions, nous avons vu des éléments de la milice IMBONERAKURE arrêter, désarmer, frapper et interroger les militaires en service. L'armée est tellement affaiblie ou plutôt humiliée, à tel point que la garde des frontières du pays soit confiée à cette milice (ex: à Kirundo pour empêcher la population de traverser la frontière vers l'exil à l'étranger).
 - b. ces miliciens opèrent aux côtés des forces de défense et de sécurité pour réprimer dans le sang les manifestations publiques. Ils sont souvent les plus enthousiastes à tirer à balles réelles sur les manifestants paisibles.
 - c. ces miliciens terrorisent la population à travers tout le pays. Ils arrêtent les gens, concluent des sentences eux-mêmes en lieu et place de la justice. Ils infligent des amendes aux citoyens et collectent des fonds au sein de la population.

Au regard de tout ce qui précède, cette armée et cette police littéralement détruites par le parti CNDD-FDD et le Président de la République lui-même, ne sauraient sécuriser les élections à venir et espérer qu'elles soient libres, transparentes, inclusives et crédibles.

Ainsi, le parti FNL demande à la Communauté internationale de faire le même constat que la majorité des citoyens burundais, de procéder à des enquêtes pour arrêter et juger les auteurs des crimes devant les instances judiciaires compétentes et de prendre des mesures appropriées pour rappeler M. Nkurunziza à l'ordre.

Comme le régime Nkurunziza a failli à sa première mission de protéger son peuple, nous proposons l'envoi sans délai d'une force internationale d'interposition dont les missions seraient entre autre :

- le désarmement et le démantèlement des miliciens armés par le parti présidentiel,
- la sécurisation des leaders de l'opposition politique et la société civile aujourd'hui implicitement interdits de circuler librement dans le pays en toute sécurité et installer un mécanisme fiable qui permettra le retour rapide des réfugiés,

- La libération inconditionnelle des citoyens burundais arrêtés en cascade pendant et en dehors des manifestations. Nous rappelons que manifester est droit le plus absolu reconnu internationalement. Au Burundi, cet acte vaut la peine de mort et c'est tristement déplorable,
- la supervision et sécurisation de la réouverture immédiate et inconditionnelle de tous les médias privés, seuls gages pour informer de manière équitable et équilibrée les citoyens afin de garantir la bonne préparation et la tenue des scrutins,
- l'observation et la sécurisation de tout le processus électoral

Pour terminer, le parti FNL invite et encourage les partenaires du Burundi à ramener tous les acteurs socio-politiques autour d'un médiateur consensuel, qui rassure tout le monde, avec un seul agenda à l'ordre du jour: **les préalables et les modalités pratiques d'un processus électoral inclusif, libre, transparent et apaisé.** Notre parti qui a toujours prôné le dialogue pour régler tout conflit inter-burundais, est prêt à discuter de toutes les questions relatives au cycle électoral de 2015 au Burundi, sauf bien évidemment celle du troisième mandat inconstitutionnel qui de surcroît viole d'une façon flagrante l'Accord d'Arusha.

Fait à Bujumbura, le 10 juin 2015,

Pour le parti FNL,

Aimé MAGERA, porte parole